bulletin
nyéléni

numéro 63
avril 2026

www.nyeleni.org
info@nyeleni.org

Aidez nous à construire le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire à partir des mouvements de base.

abonnez - vous !

www.nyeleni.org

faire un don :

nyeleni.org/es/aparticipa/

éditorial

repenser le commerce mondial à l'heure des tensions géopolitiques

Pendant une grande partie de ce siècle, le système multilatéral établi après la Seconde Guerre mondiale a été corrompu et détourné par un groupe de nations riches et puissantes qui réécrivent ce qui est appelé l'ordre mondial fondé sur des règles et redéfinissent ce que sont la coopération, la justice, la prospérité partagée et la stabilité. À leur tête se trouvent les États-Unis d'Amérique qui, par la puissance combinée du capital et des capacités militaires, contournent les règles collectives et imposent des décisions unilatérales qui transforment fondamentalement la politique et le commerce mondiaux. Cela a conduit à un système international fragile où toutes les règles peuvent être changées et où la puissance brute détermine les résultats.

Cela ne rend pas pour autant le système international et multilatéral assiégé juste, équitable ni démocratique. Ses principaux organes, comme le Conseil de sécurité de l'ONU, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont longtemps été des instruments de promotion des intérêts des anciennes puissances coloniales. Comble de l'ironie aujourd'hui, même les règles imposées par ces institutions sont mises à mal.

Le commerce et l'investissement internationaux, qu'ils soient négociés par des accords de l'OMC, des accords bilatéraux de libre-échange ou des partenariats économiques stratégiques, se sont transformés en armes dans les conflits géopolitiques. Les tarifs douaniers, sanctions et restrictions financières ne sont pas utilisés pour corriger les déséquilibres commerciaux, mais pour exercer une pression politique impitoyable et soumettre les nations et les peuples. Les mesures économiques ciblent ceux qui osent tracer une voie alternative au capitalisme mondial et aux idéologies fascistes.

Comme le démontre la dernière guerre en date en Asie de l'Ouest, ces actions dépassent largement les nations impliquées. Pour les pays en développement, les conséquences sont catastrophiques. Les tarifs douaniers fluctuants, les sanctions agressives et la volatilité des prix des produits de base menacent les moyens de subsistance de la classe ouvrière, mettent à rude épreuve les systèmes alimentaires et accroissent la dépendance aux marchés extérieurs de moins en moins stables.

Les petit·es paysan·nes et les travailleur·euses, piliers des économies locales, se retrouvent pris dans un étau de fluctuations mondiales des prix, de coûts de production croissants et de revenus en baisse.
Lorsque les politiques économiques répondent aux ambitions impériales et coloniales de peuplement, l'espoir d'un commerce juste et équitable s'évapore. Cuba, la Palestine et le Venezuela illustrent comment l'instrumentalisation du commerce combinée aux positions coloniales conduit à la punition collective des peuples.

Cependant, ce moment de crise offre aussi une lueur d'espoir. Alors que la confiance dans les systèmes existants s'estompe, les pays et les mouvements sociaux se lèvent pour réclamer un renouveau sous le signe du véritable multilatéralisme : fondé sur la coopération plutôt que sur l'oppression, et sur la démocratie participative plutôt que sur une représentation opaque. *Focus on the Global South, La Via Campesina*

encadré 1

Un nouveau cadre commercial international qui fonctionne pour tous et toutes

Lors du 3e Forum mondial Nyéléni organisé en septembre 2025 au Sri Lanka, La Via Campesina a exposé les principes essentiels d'un Cadre mondial sur le commerce agricole fondé sur la souveraineté alimentaire.

Guidé par la définition fondamentale de la souveraineté alimentaire établie lors du Forum mondial Nyéléni de 2007 et fondé sur le droit international relatif aux droits humains, ce cadre articule un paradigme éthique du commerce qui privilégie la dignité humaine, la justice environnementale et la gouvernance démocratique des systèmes alimentaires à tous les niveaux : local, régional et mondial.

Il affirme que tous les mécanismes commerciaux doivent être conçus pour respecter les droits inaliénables des peuples et des nations à déterminer leurs propres politiques agricoles et alimentaires, reconnaissant l'alimentation comme un droit humain fondamental plutôt qu'une marchandise.

Ce cadre met l'accent sur le fait que les mécanismes commerciaux ne sauraient ni être instrumentalisés ni subordonner les droits fondamentaux aux intérêts commerciaux. Le commerce serait plutôt reconstitué comme un instrument d'intérêt mutuel, remplaçant les pratiques d'exploitation par un échange équitable et une prospérité partagée entre les nations.

Cette vision incarne l'engagement à protéger la planète en préservant la diversité biologique et en respectant les limites planétaires, en reconnaissant le rôle crucial des peuples autochtones en tant que gardiens des écosystèmes, et en soutenant les systèmes alimentaires régionaux parallèlement aux méthodes agroécologiques plutôt que les chaînes d'approvisionnement contrôlées par les entreprises.

suite à la page 3

sous les feux de la rampe 1

Démolition par les États-Unis de l'ordre international d'après-guerre et Sud mondial

Un ordre mondial à l'agonie

Au cours de la deuxième année du second mandat de Donald Trump, qui a débuté par l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro, puis la guerre entamée contre l'Iran aux côtés du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, le président américain a poursuivi sa destruction de l'ordre international instauré par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, il y a 80 ans.

Ce régime à l'agonie est une structure de règles, de pratiques et de politiques qui maintiennent l'hégémonie des États-Unis et du reste de l'Occident capitaliste, promue par la rhétorique de la liberté, du libre-échange et de la démocratie. Les États-Unis ont remplacé ces règles et pratiques, déjà injustes envers le Sud mondial, par l'exercice unilatéral de la coercition et de la force, et par la loi du plus fort.

Nous ne sommes qu'au premier trimestre de 2026, mais Trump a déjà réussi à démanteler les fictions politiques de l'ancien régime, parmi lesquelles le principe central de l'ONU qui interdit expressément « de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ». L'enlèvement de Maduro et l'assassinat du Guide suprême iranien Ali Khamenei ont été l'annonce de l'hégémon au monde que tout pays pouvait subir une intervention soudaine et unilatérale si telle était la volonté de Trump. Les territoires étrangers appartenant à des alliés proches, comme le Groenland, n'étaient pas non plus à l'abri de l'annexion si Trump décidait qu'il est dans l'intérêt national des États-Unis de se les accaparer.

Transformation du régime économique multilatéral

Avant de démanteler la façade politico-militaire de l'ancien régime, Trump en a déjà attaqué l'outil économique en 2025, reprenant ce qu'il avait commencé lors de son premier mandat, de 2017 à 2021. Durant cette période, il avait poursuivi la politique de son prédécesseur, le président Barack Obama, qui consistait à bloquer les nominations et les reconduites à l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), provoquant la paralysie de l'organisation. Mais plus effrontément encore, il a déclaré une guerre commerciale unilatérale contre la Chine, sapant le système de règles et de conventions du commerce mondial dont les États-Unis avaient participé à l'institutionnalisation en 1994 avec la fondation de l'OMC.

En 2025, Trump a étendu ses guerres commerciales à environ 90 autres pays. Parmi eux figuraient 50 pays africains, dont certains ont écopé des hausses tarifaires les plus élevées et punitives au monde, comme le Lesotho (50 %), Madagascar (47 %), Maurice (40 %), le Botswana (37 %) et l'Afrique du Sud (30 %). Les tarifs imposés étaient peu fondés, bien que dans le cas de l'Afrique du Sud, il s'agissait en partie d'une punition pour avoir porté plainte contre Israël devant la Cour internationale de Justice en l'accusant de commettre un génocide à Gaza.

L'aide internationale, en tant qu'instrument de la politique américaine, était un pilier de l'ancien régime international. Comme le disait Thomas Sankara, l'un des plus grands combattants africains pour la libération, « Celui qui vous nourrit vous contrôle ». Pour plaire à sa base d'extrême droite, qui ne considérait pas l'aide internationale comme un élément important pour le maintien de l'hégémonie américaine, l'une des premières décisions de Trump, mise en place avec Elon Musk, l'individu le plus riche du monde, a été la suppression de l'Agence pour le développement international (AID). Pour certains, les conséquences ont été désastreuses, puisque les programmes de l'USAID devaient, en théorie, financer d'importants projets de santé publique et de santé reproductive dans le Sud mondial. Pour d'autres, cette suppression n'a pas entraîné de pertes, puisque la majeure partie des fonds de ces initiatives servait à payer les entrepreneurs américains qui les mettaient en application ou les géraient.

Mais Trump et Musk n'ont pris aucune mesure pour démanteler ou réduire le flux de fonds américains vers le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques régionales de développement, par lesquelles les États-Unis canalisent l'argent pour dominer le Sud mondial via « l'aide au développement » ou les « ajustements structurels », et dans lesquelles les États-Unis ont un droit de veto.

Ces institutions entretiennent des programmes d'ajustement structurel vecteurs de pauvreté, notamment en Afrique, promeuvent des efforts d'industrialisation dite axée sur l'exportation et mal ciblée, alors même que les États-Unis imposent d'énormes tarifs douaniers punitifs sur les importations du Sud mondial, et bloquent tous les efforts pour résoudre l'endettement massif des pays en développement (plus de 11,4 billions de dollars américains).

Vers une alliance mondiale de résistance et de changement

Les actions de Trump visent principalement les habitants et les pays du Sud mondial. Cette stratégie est logique puisque c'est principalement le Sud mondial qui a influencé l'équilibre des pouvoirs mondiaux et créé la crise de l'hégémonie américaine. Parmi les étapes de ce processus historique figurent l'ascension de la Chine au rang de deuxième économie la plus puissante au monde, les défaites cuisantes des armées américaines en Irak, en Libye et en Afghanistan au cours des 25 dernières années, la montée de l'Iran comme puissance régionale malgré tous les efforts des États-Unis et d'Israël pour la contenir, la capacité des pays en développement à entraver l'OMC en tant que moteur de libéralisation commerciale, et la montée des BRICS comme contrepoids potentiels à l'alliance occidentale.

L'aggravation de la crise du régime capitaliste mondial a également participé à mettre à mal cette hégémonie. Ses principales manifestations sont la désindustrialisation des États-Unis et de l'Europe, la financiarisation des principales économies capitalistes où la spéculation plutôt que la production est devenue l'investissement privilégié, la hausse stupéfiante des inégalités mondiales de revenus et de richesse, et la contradiction grandissante entre la survie planétaire et la quête toujours plus intense du profit.

Le régime unilatéraliste de Trump est sans merci. Mais il n'y a pas de retour possible à l'ancien régime d'hégémonie américaine exercé par un ordre multilatéral systématiquement biaisé contre le Sud mondial, sous couvert de rhétorique libérale-démocratique. Pour nous, dans le Sud mondial, et pour toutes les personnes qui défendent la justice, la paix et la survie planétaire, il n'y a pas d'autre choix que de relever courageusement le défi de naviguer dans les eaux turbulentes de cette période de transition si nous voulons parvenir au refuge d'un nouvel ordre mondial qui servira l'intérêt commun de l'humanité et de la planète.

encadré 1

suite de la page 2

LVC rappelle qu'un tel cadre commercial mondial doit être inclusif, transparent, équitable et propice à l'émancipation ; il doit favoriser et protéger les petit·es producteur·rices (agriculteur·rices, ouvrier·ères agricoles, pêcheur·euses, pastoralistes) et les travailleur·euses des systèmes alimentaires, les peuples autochtones et les groupes historiquement marginalisés, en portant une attention particulière aux femmes et aux minorités de genre.

Elle appelle à un système de gouvernance commerciale garantissant des revenus décents et des conditions de travail sûres dans tous les systèmes alimentaires, une participation démocratique à la prise de décision commerciale, une responsabilité publique dans les opérations du marché et une régulation stricte de celui-ci.

Un cadre mondial pour le commerce agricole devrait conduire à une transformation systémique des relations commerciales pour parvenir à la souveraineté alimentaire, la justice climatique et l'équité sociale pour les générations présentes et futures. Elle affirme que la mise en œuvre de ces principes doit être mesurée par leur promotion concrète des droits humains, de la protection de l'environnement et de l'équité économique et sociale pour tous et toutes.

L'autonomie de l'État et la mobilisation des petits producteurs sont essentielles à une régulation stricte des marchés, à la souveraineté alimentaire et à un système d'échange équitable

Une régulation stricte des marchés et des marchés territoriaux est essentielle pour construire des systèmes alimentaires autonomes et garantir la souveraineté alimentaire. En défendant l'autonomie nationale et en l'utilisant judicieusement, les pays peuvent mettre en œuvre efficacement des réglementations qui favorisent les besoins des petit·es paysan·nes. Les petits producteurs de toutes les régions se mobilisent pour exiger les mesures politiques nécessaires qui leur permettent de continuer à cultiver, pêcher, élever et produire de la nourriture pour la population. Ceux et celles qui pratiquent l'agriculture familiale sont souvent étouffé·es par un marché mondial non réglementé qui privilégie les intérêts corporatifs et spéculatifs.

La pandémie mondiale et les conflits géopolitiques ont mis en lumière les vulnérabilités du système commercial mondial et les défis posés par la dépendance aux importations d'aliments et d'intrants. En Afrique, certains gouvernements se sont approprié le concept de « souveraineté alimentaire » pour désigner l'autosuffisance alimentaire domestique par l'agriculture modernisée. Malgré cette distorsion, la résilience des fermes familiales et les avantages des marchés territoriaux par rapport aux chaînes d'approvisionnement mondiales sont de plus en plus reconnus.

Les rapports et recommandations de la FAO révèlent que la plupart des aliments consommés dans le monde circulent par divers marchés territoriaux plutôt que par des chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces marchés sont liés aux systèmes alimentaires locaux, nationaux et régionaux. Ils sont plus inclusifs et diversifiés que les chaînes de valeur de marchandises uniques, en particulier pour les femmes et les jeunes. Les marchés territoriaux remplissent de multiples fonctions économiques, sociales, culturelles et écologiques, contribuant considérablement aux économies locales en permettant de conserver et de redistribuer la richesse au niveau de la ferme.

La régulation des marchés est cruciale pour défendre ces marchés territoriaux et garantir des revenus justes aux petit·es paysan·nes, qui couvrent leurs coûts de production tout en fournissant des aliments sains à des prix stables pour les consommateur·rices. Cet objectif nécessite de traiter les questions structurelles par des politiques et des instruments publics en amont, tels que les stocks alimentaires publics, les quotas d'importation et les réglementations sur les prix minimums.

Au cours des dernières décennies, les outils de régulation des marchés ont été sapés par des ajustements structurels et des politiques néolibérales qui ont aggravé l'insécurité alimentaire et favorisé la spéculation ainsi que la consolidation des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, nuisant ainsi à une production alimentaire locale saine. Le contexte actuel offre des possibilités pour plaider en faveur de la réintroduction de réglementations au cœur du développement durable des systèmes alimentaires. En Afrique de l'Ouest, des mouvements comme le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) mettent en œuvre des actions visant à renforcer la régulation des marchés et à construire des marchés locaux afin d'assurer des prix équitables. Ces efforts favorisent les exploitations familiales et soutiennent les systèmes alimentaires locaux qui protègent les marchés et développent des circuits de commercialisation plus courts reliant producteurs et consommateurs.

De plus, les réseaux paysans organisés permettent régulièrement la tenue de foires agricoles qui mettent en avant les marchés locaux et urbains, avec des répercussions positives sur les revenus des agriculteur·rices. Lors du 3e Forum mondial Nyéléni organisé au Sri Lanka en septembre 2025, les petit·es paysan·nes ont souligné la nécessité de produire des analyses et des preuves pour un plaidoyer efficace. Les mouvements travaillent à identifier dans le monde des exemples d'initiatives efficaces de régulation des marchés, soutenues par des chercheur·euses pour documenter les bénéfices proactifs.

En cette période géopolitique difficile, il est indispensable que les gouvernements non alignés s'unissent et élaborent des politiques qui défendent leurs petit·es producteur·rices alimentaires et protègent la souveraineté alimentaire.

qui sommes-nous ?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Mali, et se sentent membres d'un **mouvement pour la Souveraineté Alimentaire** plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Nyéléni est la voix de ce mouvement international.** Organisations impliquées: AFSA, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, GRAIN, Grassroots International, La Marche mondiale des femmes, Le Forum mondial des peuples pêcheurs, Le Forum mondial des travailleurs de la pèche, Les Amis de la Terre international, Radio Mundo Real, Transnational Institute, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WAMIP, WhyHunger.

l'écho des campagnes

1

Zainal Arifin Fuat, Serikat Petani, Indonésie

Les tensions géopolitiques et géoéconomiques actuelles redéfinissent les relations commerciales et les systèmes alimentaires à travers l'Asie du Sud-Est. La politique commerciale est de plus en plus utilisée comme un outil stratégique par les économies puissantes, exerçant une pression sur les pays de la région pour qu'ils ouvrent les marchés et ajustent la réglementation nationale. Les politiques tarifaires réciproques américaines affectent l'Indonésie, le Vietnam, la Thaïlande et la Malaisie, qui sont sommés de négocier des concessions pour maintenir l'accès aux marchés d'exportation. Ces événements ont des implications importantes pour l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux, en particulier pour les petit·es producteur·rices alimentaires confronté·es à des prix volatils et à un accès inégal au marché.

L'Accord sur le commerce réciproque (ART selon l'acronyme en anglais) entre l'Indonésie et les États-Unis illustre la nature asymétrique des arrangements commerciaux émergents. Alors que l'Indonésie devrait augmenter ses importations de produits agricoles américains, tels que le soja, le blé et le bœuf, les exportations indonésiennes restent soumises à des tarifs douaniers et à des dispositions commerciales changeantes qui favoriseraient les États-Unis mais sans garanties équivalentes pour l'Indonésie. L'accord oblige également l'Indonésie à s'aligner sur certaines restrictions commerciales américaines envers d'autres pays, soulevant des inquiétudes concernant la souveraineté des États et la souveraineté alimentaire.

Pour les petit·es producteur·rices alimentaires d'Asie du Sud-Est, les pressions tarifaires réciproques et la libéralisation commerciale intensifieront la concurrence à l'importation, feront baisser les prix producteurs et affaibliront les systèmes alimentaires locaux. Ces dynamiques risquent d'accroître la dépendance aux marchés mondiaux et de saper la capacité des États à protéger l'agriculture nationale. Défendre la souveraineté alimentaire nécessite de reprendre l'espace politique pour protéger les paysan·nes, réguler les importations et renforcer les systèmes alimentaires locaux et agroécologiques.

Le conflit en Asie de l'Ouest, bien que géographiquement éloigné, impacte considérablement l'Indonésie par la flambée des coûts de production. La hausse des prix mondiaux du pétrole affecte la production et le bien-être des paysan·nes, ainsi que la distribution par les coopératives paysannes. Puisque le pétrole est indispensable à la production et la distribution alimentaire pour les familles de paysan·nes, la hausse des prix du carburant menace directement la viabilité agricole.

L'agriculture indonésienne est encore en transition des systèmes conventionnels vers des systèmes agroécologiques, ce qui signifie que les engrais ne sont pas encore entièrement produits au niveau national. Une forte dépendance aux engrais importés augmente considérablement les coûts de production des intrants. La hausse des prix du carburant déstabilisera les prix des aliments. Étant donné que les réserves alimentaires gouvernementales ne sont toujours pas souveraines, les communautés urbaines et les paysan·nes manquant de stocks alimentaires suffisants seront les plus touché·es. La souveraineté alimentaire et l'agroécologique sont des réponses essentielles à ces crises en cascade.

2

Jose Maria Oviedo, Union nationale des producteurs agricoles costaricains (UNAG), Costa Rica/CLOC-La Vía Campesina

D'un point de vue géopolitique, la guerre en Iran démontre que les États-Unis estiment que le monde doit leur appartenir et qu'ils doivent exercer le pouvoir sur toutes les nations. Ils justifient l'attaque contre l'Iran en invoquant la nécessité de détruire les capacités militaires de la région, en particulier les missiles balistiques, et d'éliminer les armes nucléaires. Ils insistent également pour changer le régime iranien en raison de leur soutien envers ceux qu'ils qualifient d'adversaires de l'Occident.

Nous avons vu que les États-Unis considèrent que l'Amérique se résume aux États-Unis, où tout gouvernement qui n'est pas d'accord avec les politiques américaines doit faire l'objet d'une intervention ou d'une invasion. Nicolás Maduro au Venezuela en est un exemple récent. Des pays comme Cuba, le Nicaragua, le Mexique et le Panama ont tous été menacés pour ne pas avoir respecté les directives américaines.

Sur le plan économique, le conflit en Asie de l'Ouest, région qui produit vingt pour cent du pétrole mondial, a de graves conséquences. La hausse des prix du pétrole pourrait entraîner une inflation mondiale, voire une famine, en raison des graves répercussions sur les économies, y compris celle de la Chine. Ce pays étant l'un des principaux producteurs de blé, cette situation pourrait engendrer des pénuries de céréales, aggravant la pénurie alimentaire.

Nous pensons que l'empire américain s'effondre. Des exemples du passé, comme les tentatives de Jimmy Carter de nouer des alliances positives avec la Chine en 1979, contrastent fortement avec l'esprit belliqueux des États-Unis. D'après des estimations, ces guerres auraient coûté au contribuable américain 300 milliards de dollars, qui n'ont pas été investis aux États-Unis ni dans le développement communautaire à l'échelle mondiale.

Sur le plan financier, nous nous attendons à un déficit budgétaire important aux États-Unis (des dépenses publiques supérieures aux revenus fiscaux), ainsi qu'à une augmentation des droits de douane sur les exportations vers les États-Unis, qui toucheraient surtout l'Amérique centrale. Comme de nombreux pays de notre région dépendent des importations de pétrole, l'inflation représente un défi crucial. La dépréciation du dollar et les efforts pour l'apprécier menacent encore d'aggraver l'inflation mondiale, rendant la situation encore plus précaire pour les pays dépendants du pétrole importé.

l'écho des campagnes

3

Andoni García | Euskal Herriko Nekazarien Elkartasuna – EHNE Bizkaia, Espagne

La politique commerciale de l'UE, à commencer par l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT selon l'acronyme anglais) et l'inclusion de l'agriculture et de l'alimentation à l'OMC, a été décisive pour la politique agricole et alimentaire et les conséquences ont été néfastes pour les petit·es agriculteur·rices. Cette subordination a éliminé les instruments de régulation du marché et des prix que la Politique Agricole Commune (PAC) garantissait jusqu'en 1992. Malgré l'échec de l'OMC, l'UE a signé sans limites des accords de libre-échange, où l'agriculture et les marchés intérieurs sont devenus des monnaies d'échange.

L'ouverture aux marchés internationaux, la réduction des tarifs douaniers, la baisse des prix pour les agriculteur·rices et la politique agressive d'exportation agroalimentaire de l'UE ont entraîné une forte diminution du nombre de petit·es agriculteur·rices, de l'ordre de plusieurs millions. Entre 2013 et 2023, cinq millions de fermes ont été contraintes de fermer dans l'UE. L'Union et sa politique d'exportation agroalimentaire ont été directement responsables de l'escalade spéculative de l'alimentation à l'échelle mondiale. Le modèle agricole dans l'UE est de plus en plus agroindustriel et basé sur des économies d'échelle.

Pourtant, l'UE est aujourd'hui moins autosuffisante en matière alimentaire, car sa souveraineté alimentaire et son autonomie stratégique dépendent des accords de libre-échange et des intérêts économiques des élites liés à la mondialisation. Lors de la législature précédente, l'UE a tenté de répondre aux crises climatiques, environnementales, de biodiversité, énergétiques et alimentaires via le pacte vert pour l'Europe, la stratégie Farm to Fork (De la ferme à la table) et les initiatives de biodiversité, sans toutefois remettre en question sa politique commerciale.

La fragilité de ces approches et leur contradiction avec les lobbies commerciaux internationaux sont mises en évidence par la nouvelle situation géopolitique. L'UE revient sur sa position politique pour faire face aux crises et cherche activement à conclure des accords de libre-échange pour assurer son rayonnement à l'échelle mondiale, ce qui est mis à mal lorsque sa subordination aux États-Unis dans la prise de décision devient évidente. La Commission européenne a proposé, pour le budget de l'UE à partir de 2028, d'augmenter les dépenses militaires tout en diminuant le soutien aux agriculteur·rices. La PAC et les politiques de protection de l'environnement reculent rapidement.

De plus, la Commission européenne a accéléré les accords de libre-échange, ignorant les décisions du Parlement européen et l'opposition généralisée des agriculteur·rices. Et aujourd'hui, les attaques américaines et israéliennes contre l'Iran, déclenchant une guerre aux répercussions mondiales, ont suscité de hautes spéculations sur le carburant, les coûts de production et la nourriture, qui mettent en avant les menaces pour la souveraineté alimentaire, l'accès à l'alimentation et la fragilité des systèmes alimentaires mondialisés causée par les politiques européennes.

4

Annette Hiatt, Coalition Nationale des Fermes Familiales/Projet de Prévention des Pertes de Terres, États-Unis

Les accords commerciaux multilatéraux et internationaux ont souvent un impact important sur les petit·es producteur·rices, mais ne les favorisent pas et ne les impliquent pas. De nombreux petit·es agriculteur·rices, comme ceux de Caroline du Nord (région du sud-est des États-Unis), ne sont pas directement impliqués dans le commerce international, mais les décisions prises à huis clos au niveau international pour façonner et influencer les relations de pouvoir ont des répercussions directes sur ces mêmes producteur·rices et les communautés où ils/elles vivent.

En janvier, on estimait que les droits de douane pourraient avoir un impact désastreux sur l'économie agricole de Caroline du Nord, avec des pertes de revenus de 1,2 milliard de dollars et la suppression possible de 8 000 emplois. Faute de soutien aux prix pour les petit·es agriculteur·rices, l'utilisation erratique des droits de douane peut contribuer à opposer les petit·es agriculteur·rices à l'agriculture industrielle à grande échelle pour accéder aux marchés intérieurs.

Plus de 50 % des fermes de Caroline du Nord sont inférieures à 20 hectares et plus de 50 % des agriculteur·rices gagnent moins de 10 000 $ par an grâce à l'agriculture. Ce ne sont pas ces agriculteur·rices qui exportent à l'international, mais ils/elles sont souvent la base des systèmes alimentaires locaux qui nourrissent leurs communautés. Mais ils/elles constatent que les prix des denrées augmentent, et que les coûts des intrants, comme le carburant et les engrais, sont en hausse. Les coûts de production pour les agriculteur·rices étant systématiquement supérieurs à leurs rémunérations, la dette agricole croissante pousse nos petit·es producteur·rices, piliers de nos communautés rurales, à se détourner du travail de la terre.

Ces mêmes petit·es producteur·rices détiennent la clé de la résilience et de la construction communautaire, mais sont traités comme des pions dans un jeu et la production qui construit aussi nos économies locales est trop peu valorisée. La politique commerciale doit renforcer les moyens de subsistance de nos petit·es producteur·rices et de nos communautés rurales, faciliter l'accès à la terre et la souveraineté alimentaire, et permettre une gestion qui soutient une production alimentaire résiliente et agroécologique aux États-Unis et à l'étranger.

encadré 2

Les organismes financiers et commerciaux mondiaux favorisant l'agression contre les océans, les rivières et les peuples pêcheurs

L'accumulation incessante de richesse par les nations impérialistes ne se contente pas d'exploiter et d'exproprier les terres coutumières historiques, traditionnelles et autochtones des peuples pêcheurs et des communautés côtières. Elle anéantit également leurs droits souverains sur les terres, les eaux et les ressources marines, crée un nettoyage ethnique et détruit violemment leurs modes de vie, leurs identités socioécologiques et leur appartenance culturelle aux côtes, aux océans, rivières, eaux intérieures, mangroves, îles, mers et tous leurs territoires traditionnels.

L'accaparement des océans et des terres, y compris des ressources de pêche, s'est accéléré à cause des industries extractives (mines, pétrole, gaz) ; de la pêche industrielle destructrice ; des mégaprojets d'infrastructures (voies navigables, parcs éoliens industriels, pipelines, villes intelligentes, réhabilitation, construction portuaire) ; des programmes de conservation financés comme le 30x30 et les OECM (autres mesures efficaces de conservation par zone, « Other Effective Area-Based Conservation Measures » en anglais) ; de la marchandisation et la privatisation de la nature ; et de l'aquaculture industrielle (usines de poissons ou « aliments bleus »).

Des concepts tels que la « croissance bleue », « l'économie bleue » et la « transformation bleue » promettent la durabilité mais accélèrent cet accaparement et constituent du greenwashing. Ces initiatives sont intégrées dans les économies nationales via des programmes de finance bleue, liant les nations à des conditions fiscales qui subordonnent la souveraineté au capital transnational, réduisant même les gouvernements démocratiquement élus à des « États rentiers » qui louent des océans pour le profit des entreprises. Cela contribue à la crise climatique et à la criminalisation des peuples pêcheurs, qui résistent à la marchandisation des océans, de la pêche et des côtes, et militent à tous les niveaux contre de fausses solutions et l'accaparement territorial sous des prétextes frauduleux « verts » ou « bleus ».

L'OMC, le FMI et la Banque mondiale, ainsi que les accords de libre-échange, ont été détournés pour détricoter les politiques nationales qui garantissent la souveraineté des peuples sur les ressources naturelles et les marchés locaux.

Des mouvements tels que le Forum mondial des peuples pêcheurs (WFFP) dénoncent les chantres de ces politiques, y compris les grandes organisations environnementales internationales, la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les entreprises ; et appelle à un véritable développement communautaire, fondé sur les droits, façonné par les peuples pêcheurs.

Ils continuent à travailler activement dans des plateformes politiques multilatérales légitimes sur l'alimentation, la pêche, l'agriculture, le climat, la biodiversité et les droits humains afin de défendre leur autonomie politique et leur gouvernance coutumière. Le WFFP et d'autres reconnaissent la FAO, le Comité des pêches (COFI), le Comité des subventions à la pêche (CFS) et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) comme les organes appropriés de l'ONU pour la gouvernance mondiale auxquelles des organisations sociales participent activement.

encadré 3

Les Peuples des Semences face à la tyrannie du commerce mondial

Du 19 au 21 janvier 2026, le Latin American Seed Collective a accueilli le Tribunal permanent des peuples (PPT) à Cartago, au Costa Rica, afin de « souligner l'urgence de défendre la relation entre les peuples et leurs cultures et semences fondamentales » ; une relation ontologique remontant à des temps immémoriaux, cruciale pour guider l'humanité et la planète vers l'avenir.

Le PPT a examiné les menaces auxquelles sont confrontées diverses communautés à travers le monde dans leurs efforts pour préserver et reproduire leurs semences indépendamment du marché, des restrictions de propriété intellectuelle et des technologies biologiques et numériques.

Selon le PPT, la structure politique a conduit à la transformation progressive de l'alimentation et de la nutrition en un secteur de l'économie, où tout ce qui concerne la subsistance est séparé de la vie réelle des personnes et finit par faire partie du marché mondial. Les oligopoles cherchent à faire du public une masse homogène de consommateur·rices, et de la diversité naturelle des marchandises rentables.

Maintenant que le commerce est aussi utilisé comme arme de guerre, une initiative telle que ce tribunal est indispensable.

« Les peuples des semences », affirme le PPT, est une notion transversale qui transcende les frontières et désigne les personnes qui font face à des défis à la fois divers, similaires et complémentaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Sans une telle vision, les peuples qui prennent encore soin de leurs semences et de leurs cultures se retrouvent fragmentés en raison de la force brute avec laquelle le commerce mondial est restructuré. Face au démantèlement du droit international, les peuples peuvent apporter leur subsistance partout grâce à leurs semences, défiant non seulement le capitalisme mondial et les chaînes d'approvisionnement, mais aussi la marchandisation des fondements de la vie.

Déclaration du Tribunal permanent des peuples : https://permanentpeoplestribunal.org/wp-content/uploads/2026/02/DECLARATION-SEMENCES.FR_27_2_2026.pdf

encadré 4 Bonne nouvelle : la MC 14 se solde par un échec !

La 14e conférence ministérielle de l'OMC (MC 14) tenue à Yaoundé, au Cameroun, a échoué, sans même une Déclaration Ministérielle. Les négociations sur le commerce électronique et les moratoires sur les plaintes en situation de non violation dans le domaine des ADPIC, les subventions à la pêche, l'agriculture, la réforme de l'OMC et un ensemble de mesures en faveur des PMA (pays les moins avancés) ont été reportées à la prochaine réunion du Conseil général à Genève.

Cet échec constitue une victoire notable dans une bataille plus large. Bien que de nombreux pays en développement aient refusé que la tromperie du multilatéralisme vienne servir les intérêts des États-Unis et leurs alliés, il ne s'agit pas d'une rébellion directe du Sud mondial. De nombreux pays du Sud restent attachés à la logique du libre-échange, proposant des mesures qui sapent la souveraineté alimentaire et profitent à l'agroalimentaire au détriment des travailleur·euses et des petit·es producteur·rices de denrées alimentaires.

Depuis 30 ans, les pays riches utilisent la rhétorique du commerce fondé sur des règles et de la réciprocité, des promesses d'aide accrue au développement, et de l'intimidation pure et simple pour rompre les alliances entre pays du Sud et les contraindre à davantage de concessions. Les règles de l'OMC ont toujours penché en faveur des anciennes puissances coloniales. Elles obtiennent des résultats qui favorisent leurs économies, leurs élites et leurs entreprises, et consolident le pouvoir des entreprises transnationales dans les systèmes alimentaires, la santé publique et tous les secteurs vitaux pour une vie digne. Mais même si la concurrence était parfaite et que les jeux de pouvoir disparaissaient, le cadre de l'OMC reste inacceptable. Nous rejetons le postulat selon lequel toutes les choses sur Terre et notre travail doivent être traités comme des marchandises, ainsi que la vision des relations humaines fondée sur la concurrence perpétuelle.

Il est vain d'attendre une quelconque réforme réelle de l'OMC qui favorise le bien-être, les droits, les aspirations et les besoins des peuples travailleurs du monde. Cette organisation est également nuisible et dangereuse pour la démocratie participative et la reddition de comptes, car rares sont les pays où les négociations et accords commerciaux ou d'investissement sont soumis à un contrôle national.

Tout en réitérant notre exigence fondamentale d'abolir l'OMC, nous devons également utiliser efficacement et résolument l'ensemble du droit international relatif aux droits humains et les engagements de nos gouvernements en matière de droits humains pour contester le pouvoir de l'OMC sur nos politiques nationales. Les droits des travailleur·euses et des petit·es producteur·rices de denrées alimentaires ne sauraient être échangés contre le profit des entreprises. Nous revendiquons la souveraineté alimentaire, pas le libre-échange !

Pour plus d'informations, lisez la Déclaration de Yaoundé : L'OMC et le libre-échange engendrent la faim, la pauvreté et les inégalités https://viacampesina.org/fr/declaration-de-yaounde-lomc-et-le-libre-echange-engendrent-la-faim-la-pauvrete-et-les-inegalites/

Ce bulletin d'information est soutenu par AEF, Brot für die Welt, ETC Group, FoEI, Focus on the Global South, GRAIN, Grassroots International, Oxfam Solidarity, TNI, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WhyHunger.